

BUDGET DEC(2026) 19

ASSEMBLÉE NATIONALE

SÉNAT

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 09 octobre 2026

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 09 octobre 2026

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Proposition de virement de crédits n° DEC 19/2026 à l'intérieur de la section III -
Commission - du budget général pour l'exercice 2026**

Bruxelles, le 2 octobre 2026
(OR. en)

13822/26

FIN 1382

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Piotr SERAFIN, membre de la Commission européenne
Date de réception:	2 octobre 2026
Destinataire:	Monsieur Simon HARRIS, président du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	BUDGET DEC(2026) 19
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 19/2026 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2026

Les délégations trouveront ci-joint le document BUDGET DEC(2026) 19.

p.j.: BUDGET DEC(2026) 19



COMMISSION
EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 02/10/2026

BUDGET GÉNÉRAL – EXERCICE 2026
SECTION III – COMMISSION TITRES: 10, 11

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 19/2026

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 10 02 Fonds «Asile, migration et intégration»

ARTICLE - 10 02 01 Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI)	Engagements	-15 100 000,00
---	-------------	----------------

DU CHAPITRE - 10 10 Organismes décentralisés

ARTICLE - 10 10 01 Agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA)	Engagements	-39 000 000,00
---	-------------	----------------

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 11 10 Organismes décentralisés

ARTICLE - 11 10 01 Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex)	Engagements	41 600 000,00
--	-------------	---------------

ARTICLE - 11 10 02 Agence de l'Union européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (eu-LISA)	Engagements	12 500 000,00
--	-------------	---------------

I. Prélèvement

I.1

a) Intitulé de la ligne

10 02 01 – Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI)

b) Données chiffrées à la date du 18/09/2026

	Engagements
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	2 068 558 639,00
2 Crédits de l'exercice (reportés des exercices précédents)	0,00
3 Virements	0,00
4 Total des crédits de l'exercice (1+2+3)	2 068 558 639,00
5 Crédits déjà utilisés	2 050 639 311,83
6 Crédits disponibles (4-5)	17 919 327,17
7 Prélèvement demandé	15 100 000,00
8 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (6-7)	2 819 327,17
9 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice $[7/(1+2)]$	0,73 %
10 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	s.o.

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	Engagements
1 Crédits disponibles en début d'année	237 413 078,75
2 Crédits disponibles à la date du 18/09/2026	0,00
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	100,00 %

d) Justification détaillée du prélèvement

Il est proposé de redéployer 15,1 millions d'EUR en crédits d'engagement à partir de la ligne budgétaire du Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI) afin de répondre à de nouveaux besoins imprévus dans le domaine de la gestion des frontières, en renforçant deux agences décentralisées, Frontex et EU-LISA, respectivement au titre des lignes budgétaires 11 10 01 et 11 10 02.

Le FAMI a reçu un montant de 15,1 millions d'EUR en tant que recettes affectées internes au cours de l'année 2026, de sorte qu'aucune incidence opérationnelle n'est attendue sur les activités prévues au titre du FAMI.

I. Prélèvement

I.2

a) Intitulé de la ligne

10 10 01 - Agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA)

b) Données chiffrées à la date du 18/09/2026

	Engagements
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	248 512 949,00
2 Crédits de l'exercice (reportés des exercices précédents)	0,00
3 Virements	0,00
4 Total des crédits de l'exercice (1+2+3)	248 512 949,00
5 Crédits déjà utilisés	209 512 949,00
6 Crédits disponibles (4-5)	39 000 000,00
7 Prélèvement demandé	39 000 000,00
8 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (6-7)	0,00
9 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice $[7/(1+2)]$	15,69 %
10 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	s.o.

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	Engagements
1 Crédits disponibles en début d'année	3 504 663,72
2 Crédits disponibles à la date du 18/09/2026	0,00
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	100,00 %

d) Justification détaillée du prélèvement

Au cours de l'examen du budget en milieu d'année, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA) a recensé certaines disponibilités en matière de redéploiement. Une augmentation substantielle du financement et du personnel a été prévue en 2025-2027 dans le cadre de la révision à mi-parcours du CFP pour la mise en œuvre du pacte sur la migration et l'asile. Toutefois, la mise en œuvre du pacte n'a commencé qu'en juin 2026, et les passations de marchés et les dépenses pour les activités connexes devraient augmenter au cours du second semestre de 2026 et de 2027. En outre, la suppression progressive des postes d'agent contractuel de courte durée alloués à l'AUEA après le début de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine compense largement les 100 nouveaux postes d'agents contractuels permanents alloués en faveur du pacte sur la migration et l'asile en 2025-2027. Par conséquent, il est proposé de virer 39 millions d'EUR en crédits d'engagement pour couvrir les besoins recensés par Frontex au titre de la ligne budgétaire 11 10 01.

Un montant de 15 millions d'EUR en crédits de paiement est également mis à disposition dans la proposition de virement de l'autorité budgétaire DEC 18/2026.

II. Renforcement

II.1

a) Intitulé de la ligne

11 10 01 Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex)

b) Données chiffrées à la date du 18/09/2026

	Engagements
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	1 106 942 519,00
2 Crédits de l'exercice (reportés des exercices précédents)	0,00
3 Virements	8 400 000,00
4 Total des crédits de l'exercice (1+2+3)	1 115 342 519,00
5 Crédits déjà utilisés	1 106 942 519,00
6 Crédits disponibles (4-5)	8 400 000,00
7 Renforcement demandé	41 600 000,00
8 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (6-+7)	50 000 000,00
9 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice $[7/(1+2)]$	3,76 %
10 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	s.o.

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	Engagements
1 Crédits disponibles en début d'année	18 924 552,81
2 Crédits disponibles à la date du 18/09/2026	0,00
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	100,00 %

d) Justification détaillée du renforcement

En raison des contraintes opérationnelles et de la demande accrue des États membres pour les services de Frontex, notamment en matière de retour et de réintégration, un renforcement de la contribution de l'UE à Frontex à hauteur de 41,6 millions d'EUR en crédits d'engagement est demandé pour soutenir le retour et la réintégration de plus de 65 000 ressortissants de pays tiers d'ici la fin de 2026 et contribuer à répondre aux besoins budgétaires découlant de la situation instable aux frontières extérieures, et en particulier de la récente crise à Ceuta.

Avec les 8,4 millions d'EUR qui ont déjà été redéployés au moyen d'un virement autonome de la Commission à partir de la ligne budgétaire de l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas (IGFV), les crédits d'engagement disponibles jusqu'à la fin de l'année s'élèveront à 50 millions d'EUR. Des crédits de paiement du même montant (50 millions d'EUR) sont également demandés dans la proposition de virement de l'autorité budgétaire DEC 18/2026.

II. Renforcement

II.2

a) Intitulé de la ligne

11 10 02 Agence de l'Union européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (eu-LISA)

b) Données chiffrées à la date du 18/09/2026

	Engagements
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	316 693 872,00
2 Crédits de l'exercice (reportés des exercices précédents)	0,00
3 Virements	476 995,50
4 Total des crédits de l'exercice (1+2+3)	317 170 867,50
5 Crédits déjà utilisés	317 170 867,50
6 Crédits disponibles (4-5)	0,00
7 Renforcement demandé	12 500 000,00
8 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (6-+7)	12 500 000,00
9 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice $[7/(1+2)]$	3,95 %
10 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	s.o.

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	Engagements
1 Crédits disponibles en début d'année	1 962 882,50
2 Crédits disponibles à la date du 18/09/2026	0,00
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	100,00 %

d) Justification détaillée du renforcement

Un renforcement de 12,5 millions d'EUR en crédits d'engagement est demandé pour couvrir les besoins de l'agence découlant de plusieurs facteurs:

- les éléments livrables liés à l'adaptation du système d'information Schengen (SIS) à l'interopérabilité (IO), par l'intermédiaire du système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) et du système européen d'information sur les casiers judiciaires pour les ressortissants de pays tiers (ECRIS-TCN);
- l'accélération de la finalisation des éléments livrables liés à la fourniture de matériel compatible avec la plateforme commune partagée pour le système d'information sur les visas (VIS) révisé;
- la mise en service de la nouvelle base de données dactyloscopiques européenne (Eurodac), du système d'entrée/de sortie (EES), de l'ETIAS et de l'ECRIS-TCN;
- le respect des jalons pour l'adaptation des systèmes aux éléments, aux infrastructures et aux activités de test d'interopérabilité.

Un montant de 76 millions d'EUR en crédits de paiement est également demandé dans la proposition de virement de l'autorité budgétaire DEC 18/2026.